

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 29 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Communauté de communes Côte d'émeraude

Mon Repos
35800 Dinard

Références : UD/2024-468
Code AIOT : 0005515629

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement Communauté de communes Côte d'émeraude implanté Mon Repos 35800 Dinard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté de communes Côte d'émeraude
- Mon Repos 35800 Dinard
- Code AIOT : 0005515629
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette déchetterie collecte des déchets tant dangereux que non dangereux. Un broyage de déchets verts y est régulièrement assuré.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Collecte des effluents
- Plans des locaux et schéma des réseaux
- Consignes d'exploitation
- Collecte des eaux pluviales
- Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
- Valeurs limites de rejet
- Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.
- Implantation / stockage de déchets verts
- Implantation / Clôture de l'installation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Effluents	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 31	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Plans	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Rejet	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38	Sans objet
7	Émissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41 IV	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Sans objet
8	Distances pour stockage de déchets verts	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	Sans objet
9	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la dernière visite de mai 2019, l'exploitant a grandement tardé à engager les démarches nécessaires à la réalisation des documents prévus réglementairement; ceux-ci étant utiles au bon fonctionnement de l'installation. La mise à jour de ces documents n'est prévue être réalisée qu'après des travaux devant débuter fin 2024. L'exploitant explique ce retard en raison de la pandémie de COVID-19.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les moyens nécessaires visant à respecter les normes de rejet des eaux pluviales.

Enfin, l'inspection des installations classées a constaté une méconnaissance des équipements relatifs aux dispositifs d'isolement des eaux pluviales en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents.
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.
Constats : Par courrier du 21/06/2019, l'exploitant confirmait ne pas posséder de plan relatif aux réseaux. Il s'engageait à lancer une consultation afin d'établir un état des lieux et de réaliser ce plan. A ce jour, l'exploitant ne peut toujours pas présenter de plan de réseaux complet et actualisé. Il apparaît que le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatif à des travaux programmés sur la plateforme a été signé en mai 2024. Il est envisagé que le dossier de consultation des entreprises (DCE) soit réalisé pour juillet 2024 et que les travaux débutent en fin d'année 2024. > L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, au fil de l'eau, les preuves de la réalisation du DCE et du début des travaux. A l'issue, soit pour le premier trimestre 2025, il transmettra le plan faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Plans des locaux et schéma des réseaux.
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
Constats : L'exploitant ne possède pas de plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux ; ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il ne possède pas, non plus, de schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement. Par courrier du 21/06/2019, l'exploitant indiquait avoir pris contact avec le préventionniste local du SDIS afin de le rencontrer dans un but de mise aux normes des moyens de défense incendie. Or aucun échange ultérieur n'a eu lieu. > L'exploitant constituera un plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux ; ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il réalisera un schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
Constats : Alors que cette observation avait déjà été relevée en 2019, aucune consigne relative modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39, ne peut être présentée par l'exploitant. L'exploitant n'est pas en mesure de situer précisément les vannes de confinement, qu'il sait être au nombre de deux. Il ne peut indiquer les outils nécessaires à la fermeture des vannes ni leur lieu de stockage. > L'exploitant doit rédiger une consigne écrite relative aux modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39. Il la fera connaître par signalisation et au travers des formations à l'ensemble des agents concernés. Cette consigne intégrera, entre autres, la présentation des outils nécessaires, leur méthodologie d'emploi et leur localisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Prescription contrôlée : <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant assure dorénavant un nettoyage, a minima annuel, des trois débourbeurs présents sur le site.</p> <p>Pour 2024, ces nettoyages ont été réalisés en mars pour deux d'entre eux et en avril pour le troisième. L'exploitant a communiqué les rapports d'intervention respectifs à l'inspection des installations classées, par courriel du 21/05/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Prescription contrôlée : Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a fourni, par courriel du 21/05/2024, les rapports concernant l'analyse des eaux résiduaires suite à intervention du prestataire les 15/12/2022 et 11/01/2024. Cette dernière analyse était initialement prévue en octobre 2023 mais, faute de personnel disponible, le prestataire n'a pu dépêcher de technicienne qu'en janvier 2024. → L'exploitant est tenu de respecter la fréquence de contrôle des eaux pluviales imposées par l'arrêté ministériel du 26/03/2012. Pour ce faire, il s'assurera que son prestataire interviendra en fin d'année 2024 et ce afin de reprendre la fréquence annuelle réglementaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : - matières en suspension : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; - DBO5 : 100 mg/l. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.
Constats : Les rapports concernant l'analyse des eaux résiduaires suite à intervention du prestataire les 15/12/2022 et 11/01/2024 établissent 6 sites de prélèvement (les bassins B1, B2, B3 et B4 et les douves R1 et R2). Le rapport relatif à l'intervention du 15/12/2022 considère qu'aucune observation n'est à signaler (§1). Or, en son chapitre 6, sont émises des réserves sur les résultats concernant les matières en suspension (MES) et la DBO5 pour les douves R1 et R2. Le rapport relatif à l'intervention du 11/01/2024 indique une valeur de matière en suspension supérieure (MES) pour la douve R2 (§1), soit 210 mg/l pour une valeur-limite de 100 mg/l : le prestataire émet l'hypothèse d'un écoulement trop faible et une accumulation de feuilles et autre végétation, le jour du prélèvement. L'observation n° 2019-05 issue de la visite d'inspection du 16/05/2019 demandait déjà que l'exploitant recherche les causes des dépassements constatés en MES et DCO lors du dernier contrôle des eaux pluviales et proposer des dispositions pour y remédier. > L'exploitant doit mettre en oeuvre des dispositions techniques et/ou organisationnelles afin d'assurer un rejet des eaux pluviales conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.
Constats : Les deux dernières mesures de niveaux sonores datent de 2019 et 2022 : la surveillance triennale est donc respectée. Les mesures ont été réalisées lors de jours et horaires d'ouverture de la déchetterie. Aucune mesure n'a révélé de non-conformité. Cependant, les zones à émergence réglementée divergent en nombre et positionnement entre les mesures de 2019 et 2022. > L'exploitant doit expliciter les raisons de ces divergences.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Distances pour stockage de déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Prescription contrôlée : Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
Constats : Le stockage de déchets verts est assuré sur une aire distante de plus de 20 mètres des limites séparatives de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Clôture de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : L'installation est bien ceinte d'une clôture en parfait état.
Type de suites proposées : Sans suite